



## Le scandale des E3C (suite)

vendredi 28 février 2020, par [Marie-Pierre FRONDZIAK](#)

**Revenons à nouveau sur les EC3. Pour rappel, ce sigle signifie « Épreuves communes de contrôle continu », c'est-à-dire les épreuves d'histoire-géographie et les deux langues vivantes. On pourrait penser que ces E3C ne représentent qu'un petit problème, pas vraiment digne d'intérêt. Pourtant, elles sont révélatrices de la manière dont fonctionne notre gouvernement.**

Dans l'article précédent, j'avais rappelé à quel point les enseignants y étaient opposés, non pas pour leur confort, mais parce que ces épreuves mettent gravement en cause l'égalité de traitement des élèves sur le territoire. Cela sans compter le stress quasi permanent pour les élèves pendant deux ans.

Donc depuis deux ans, les enseignants, en tout cas leurs syndicats, se battent contre cette réforme particulièrement inique du lycée et du baccalauréat. Un certain nombre de lycéens s'y opposent également. Ils ont passé beaucoup de temps à alerter le ministère sur les conséquences néfastes pour les élèves de cette réforme hâtive. Le ministère de l'Éducation a prétendu que cette réforme avait reçu l'approbation des professeurs, lors d'une consultation qui aurait été faite au début de l'année 2018. On serait bien curieux de savoir combien d'enseignants ont vraiment été consultés et de connaître les résultats réels.

Mais là n'est pas la question aujourd'hui. En effet, qu'avons-nous entendu ces derniers jours ? L'INSPECTION GÉNÉRALE de L'Éducation nationale, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus élevé dans la hiérarchie au niveau pédagogique, l'Inspection générale donc émet des critiques en reprenant, à peu de choses près, ce que les enseignants dénoncent depuis deux ans !!! L'Inspection générale remarque que, même si parents et élèves apprécient le contrôle continu, car les résultats de l'année sont pris en compte, ces épreuves sont quand même vécues comme, je cite, « un élément de complexité excessive », qui mettent les élèves « constamment sous la pression de l'évaluation. »

Les proviseurs ont par ailleurs l'impression « d'organiser en continu des examens ». Enfin, cette réforme avait été « vendue » pour faire des économies. Or ce nouveau baccalauréat entraîne « pour l'institution un surcoût énorme pour un rendement faible ». Là, on se pince, non ?

Comme d'habitude, on n'écoute pas ceux qui sont sur le terrain, qui ont l'expérience, qui savent ce qu'il en est. On préfère les mépriser.

À moins que cela, et c'est sans doute le cas, ne soit que la « meilleure » manière qu'ils aient trouvée de démanteler l'éducation nationale, comme ils ont décidé de casser tous les services publics au profit d'officines privées.